

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour février 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

Immatriculations d'entreprises en hausse : +17% en février 2003 (par rapport à février 2002)

Un bilan tempéré par un nombre élevé de jugements d'ouverture de redressement et de liquidations judiciaires : 561 décisions prononcées par le Tribunal le mois dernier.

- **Baisse de 5,6% des inscriptions modificatives au Registre du commerce**
- **Baisse de 26% des radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant**
- **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en hausse de 13,5%**
- **Endettement social : baisse de 11,2% ; endettement fiscal : hausse de 9,2%**

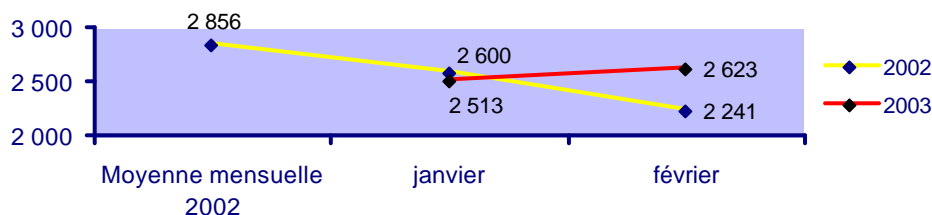
➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« Une bonne nouvelle pour l'économie parisienne : les immatriculations d'entreprises au Registre du commerce augmentent de 17% en février. Après le ralentissement des créations en décembre 2002 et en janvier 2003, les immatriculations semblent reprendre le chemin de la hausse.

Autre point marquant du mois de février : les inscriptions de nantissements enregistrent une hausse de 13,5%. Les inscriptions de nantissements sur fonds de commerce déposées par les banques auprès du greffe subissent une augmentation de 24%. Ces inscriptions, qui garantissent des prêts bancaires octroyés aux entrepreneurs, peuvent témoigner d'un accroissement de la circulation de liquidités et donc d'une dynamisation de l'activité parisienne.

L'état de santé économique et financière des entreprises en activité n'a pas subi de réelle amélioration le mois dernier. L'endettement fiscal des entreprises augmente de 9,2% par rapport à février 2002. Toujours en février, les jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires prononcés par le Tribunal atteignent un nombre élevé : 561 décisions. Un volume important au regard des 393 jugements d'ouverture prononcés mensuellement en moyenne en 2002. Ils concernent essentiellement des dirigeants d'entreprises de moyenne et de petite taille, ayant parfois partiellement cessé leur activité, qui sont venus déposer au greffe leur déclaration de cessation des paiements le mois dernier. La morosité de la conjoncture semble inciter les entrepreneurs en grave difficulté à déposer le bilan avant qu'il ne soit trop tard. ».

➤ **Registre du commerce : la création d'entreprises en hausse de 17% (par rapport à février 2002)**

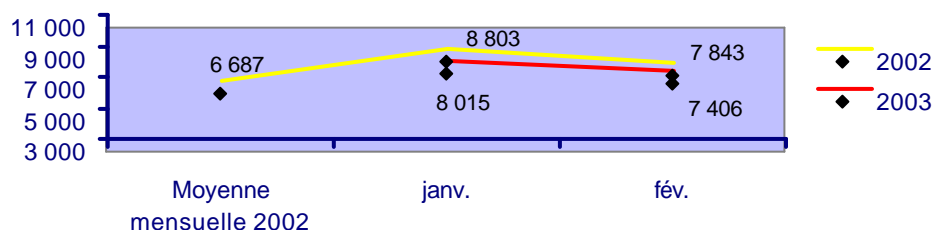


2 623 nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce en février 2003, soit une hausse de 17% par rapport à février 2002, et de 4,3% par rapport à janvier 2003.

Cette hausse trouve principalement sa source dans l'augmentation des immatriculations de sociétés commerciales : 1 931 immatriculations en février 2003, contre 1 586 en février 2002, soit + 21,7% (+ 6,1% par rapport à janvier 2003).

En février 2003, le Registre du commerce enregistre par ailleurs l'immatriculation de 528 nouvelles sociétés civiles, soit une hausse de 9,5% par rapport à février 2002, et de 164 nouveaux entrepreneurs individuels, soit une baisse de 5,2% en comparaison avec février 2002.

➤ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce en baisse de 5,6% (par rapport à février 2002)**



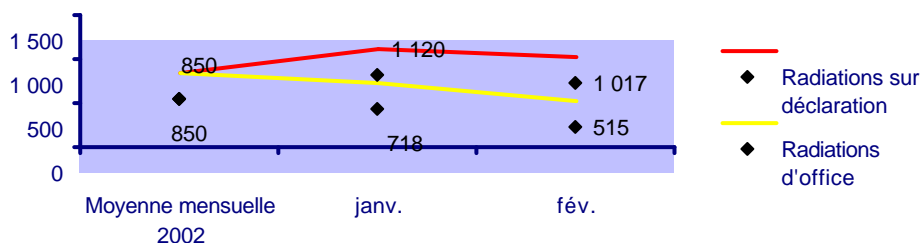
A l'instar du mois de janvier, les dirigeants ont été moins nombreux à déclarer des modifications légales intervenues au sein de leur entreprise le mois dernier.

Les inscriptions modificatives inscrivent une baisse de 5,6% par rapport à février 2002, et de 7,6% par rapport à janvier 2003.

Les conversions du capital social en euros des entreprises, intervenues en fin de l'année 2001, ont généré au 1^{er} trimestre 2002 un flux important de formalités d'augmentation du capital pour arrondir les parts sociales.

Rappel : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

➤ **Radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant : en baisse de 26,5%; radiations d'office du Registre du commerce : +72,8% (par rapport à février 2002)**

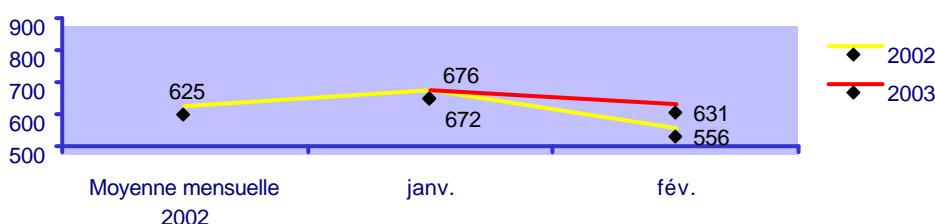


1 017 dirigeants ont volontairement radié leur entreprise du Registre du commerce en février, soit une baisse de 26,5% par rapport à février 2002.

Par ailleurs, le greffe apure régulièrement ses fichiers et radie les entreprises sans activité qui ont omis d'effectuer leur déclaration auprès du Registre du commerce. 515 entreprises ont été radiées d'office en février 2003, soit une hausse de 72% par rapport à février 2002.

A noter : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux ...

➤ **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en hausse de 13,5% (par rapport à février 2002)**



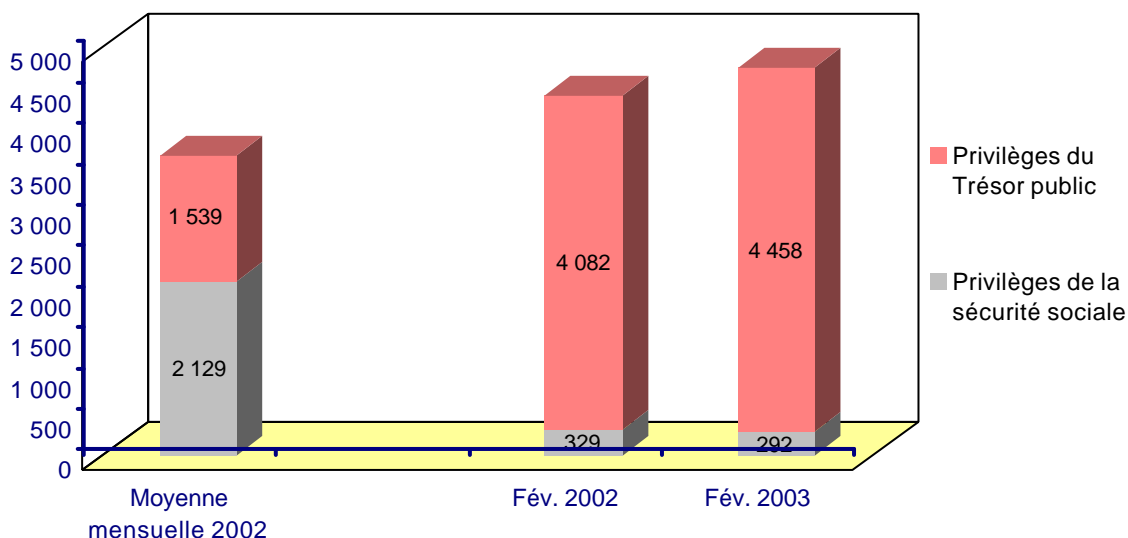
631 inscriptions de nantissement ont été prises en février, contre 556 en février 2002, soit une hausse de 13,5%. Elles affichent en revanche une baisse de 6,1% par rapport à janvier dernier.

Les inscriptions déposées au greffe par les banques augmentent de 24% en février. En revanche, les inscriptions relatives à des ventes ou achats de fonds de commerce ne subissent aucune progression.

Au titre de l'année 2003, les inscriptions de nantissements sont en augmentation de 5,8% (par rapport à la même période en 2002).

A noter : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

➤ **Endettement social : en baisse de 11,2% ; endettement fiscal : en hausse de 9,2% (par rapport à février 2002)**

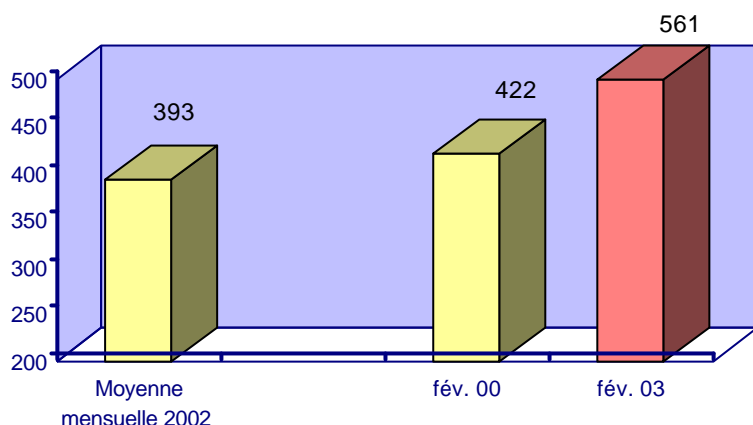


Les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale déclarées au greffe subissent une nouvelle baisse en février : 292 inscriptions contre 329 en février 2002, soit une baisse de 11,2%.

Les inscriptions de privilèges du Trésor public poursuivent leur progression et affichent une hausse de 9,2% en février : 4 458 inscriptions contre 4 082 en février 2002.

A noter : Les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

➤ **561 jugements d'ouverture de procédures collectives prononcés en février 2002 (hausse de 33% par rapport à février 2000 ⁽¹⁾)**



En février, le Tribunal de commerce de Paris a rendu 561 décisions d'ouvertures de redressement et de liquidations judiciaires, contre 422 en février 2000, soit +33%. A titre d'indicateur, signalons que la moyenne mensuelle du nombre de jugements d'ouverture s'est établie à 555 décisions en 1993 (moyenne mensuelle la plus élevée des 10 dernières années).

218 dirigeants d'entreprises sont venus au greffe en février pour y effectuer le dépôt de leur déclaration de cessation des paiements (soit une baisse de 10% par rapport à février 2000). Le Tribunal prononcera un jugement d'ouverture de procédures collectives à l'encontre de ces entreprises en mars ou avril 2003.

➔ **Le passif cumulé déclaré au greffe en hausse de 36% (par rapport à février 2000)**

Les entreprises défaillantes de février sont de petites et moyennes structures qui ont déclaré un passif cumulé global de 101 066 000 euros, soit une hausse de 36% par rapport à février 2000.

L'endettement moyen des entreprises défaillantes affiche également une augmentation : 180 150 euros en février, soit une hausse de 2,5% par rapport à février 2000.

➔ **1 210 salariés directement concernés par les défaillances**

1 210 salariés au moins ont été directement concernés par les redressements et les liquidations judiciaires prononcés par le Tribunal en février.

Les défaillances d'entreprises dans les secteurs de l'industrie (hors agro-alimentaire) et de l'immobilier et des services aux entreprises ont concerné 747 salariés en février.

➤ **La Prévention des difficultés des entreprises**

Les juges de la Prévention ont entendu 170 dirigeants d'entreprises en difficulté en février 2003. En raison de l'arrêt des activités juridictionnelles du Tribunal en février 2002, ils n'avaient assuré aucun rendez-vous. Le nombre d'entretiens accordés par les juges dépend de leur capacité à instruire des dossiers sélectionnés par le service de la Prévention du greffe, qui se maintiennent à un niveau élevé. Le service de la Prévention a détecté 206 nouvelles entreprises potentiellement en difficulté en février 2003.

⁽¹⁾ En raison de l'arrêt des activités juridictionnelles du Tribunal de commerce de Paris en février 2001 et en février 2002, les données relatives aux jugements d'ouverture de procédures collectives de février 2003 sont comparées à celles de février 2000.